

Élaborer de nouvelles règles concernant le commerce des produits agricoles

Depuis quelques années, la production agricole mondiale, stimulée en bonne parité par des subventions excessives, surtout dans la Communauté européenne (CE) et aux États-Unis, dépasse de plus en plus la demande mondiale. Au milieu des années 1980, par exemple, les cours mondiaux du blé ont chuté à leur niveau le plus bas en termes réels depuis la Crise de 1929, en raison de la tendance à surproduire, bien qu'ils aient remonté quelque peu en 1988 du fait de la réduction de l'offre à la suite de la grave sécheresse qui s'est abattue sur l'Amérique du Nord.

Au cours de la dernière décennie, ces problèmes se sont aggravés parce que l'offre a augmenté en raison de l'amélioration des méthodes de culture dans les pays développés et en voie de développement.

Les agriculteurs ont subi des pertes financières en raison de la baisse des prix et de l'incertitude qui règne sur les marchés d'exportation. En conséquence, le coût des aides gouvernementales a augmenté en flèche et il exerce maintenant une ponction considérable sur bien des trésors publics. Bon nombre de petits pays exportateurs ont été particulièrement touchés.

La plupart des pays industrialisés ont contribué d'une façon ou d'une autre à la crise actuelle. La CE, qui enregistrait autrefois un déficit vivrier, est devenue un grand exportateur de céréales, de viandes, de produits laitiers et de produits transformés en raison des subventions considérables accordées dans le cadre de la Politique agricole commune. De même les États-Unis, en réponse aux subventions à l'exportation de la CE, ont considérablement augmenté leur recours à ces mêmes subventions, ce qui a eu tendance à faire baisser encore davantage les prix mondiaux. Invoquant la "sécurité alimentaire", les Japonais se sont montrés hésitants à ouvrir leur marché, où ils pratiquent des prix très élevés. Le Canada